



TOGO REVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 655 du 27 Janvier 2026



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Hommage solennel de la Nation

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉCORE P.2 LES HÉROS DE L'OPÉRATION KOUNDJOARÉ



**LE TOGO CÉLÈBRE
LA MÉMOIRE DES
VICTIMES
DE L'ATTENTAT DE
SARAKAWA** P.4

**Paix à l'Est de la RDC P.5
LOMÉ ET DOHA, UNE VISION COMMUNE**

**47 ans du Collège militaire Eyadéma P.3
de Tchitchao :
UN HÉRITAGE DE FORMATION ET D'UNITÉ
CÉLÉBRÉ**

**Togo et Rwanda P.8
UN ACCORD D'EXEMPTION DE VISAS POUR
REFORCER LEURS RELATIONS**

**LES RÉFORMES AUDACIEUSES QUI
RÉVOLUTIONNENT LE COMMERCE
TRANSFRONTALIER AU TOGO P.9**

**Extradition du Colonel Damiba
LE TOGO REMET L'EX-PRÉSIDENT
DE LA TRANSITION À
LA JUSTICE DE SON PAYS P.4**



**Togo-Italie : P.3
UN PROJET
FINANCIER
ET TOURISTIQUE
PRÉSENTE À LA
CCI-TOGO**



Hommage solennel de la Nation :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉCORE LES HÉROS DE L'OPÉRATION KOUNDJOARÉ



Le Togo s'est recueilli dans une atmosphère de solennité et de profonde émotion pour honorer ses héros de l'Opération Koundjoaré. Au camp militaire Général Améyi à Kara, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef suprême des armées, a présidé la cérémonie officielle d'hommage aux soldats tombés au champ d'honneur. Ce moment de mémoire et de reconnaissance nationale a consacré le courage et l'esprit de sacrifice de ces hommes et femmes qui ont donné leur vie pour protéger la patrie et assurer la sécurité des Togolais.

Une cérémonie empreinte de recueillement et de reconnaissance

Sous le sceau de la solennité et du recueillement, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, Chef suprême des armées, a présidé le samedi 24 janvier 2026 au camp militaire Général Améyi à Kara, la cérémonie officielle d'hommage aux soldats tombés au champ d'honneur dans le cadre de l'Opération Koundjoaré menée en 2025. Cette commémoration, hautement symbolique, a rassemblé les responsables des institutions de la République, les

membres du gouvernement, les députés, les hauts gradés des Forces armées togolaises ainsi que les familles endeuillées, venues partager ce moment de mémoire et de solidarité nationale.

Des distinctions honorifiques pour un sacrifice ultime

Dans une atmosphère chargée d'émotion, le Président du Conseil s'est incliné devant la mémoire des disparus, saluant leur engagement et leur sacrifice pour la sauvegarde de la patrie.

À titre posthume, les soldats tombés ont été élevés à la dignité de Chevalier de l'Ordre du Mono, une distinction qui consacre leur mission noble : défendre l'intégrité du territoire national, particulièrement dans la zone septentrionale exposée aux menaces terroristes.

Les militaires blessés au cours de l'opération ont été décorés de la médaille de la Vaillance, reconnaissance éclatante de leur courage et de leur abnégation.

Avant la remise des distinctions, le ministre chargé de l'Administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières a procédé à un dépôt de gerbes en hommage aux soldats tombés



sur le théâtre des opérations dans la région des Savanes. Ce geste mémoriel a précédé la remise solennelle de médailles et de drapeaux nationaux aux familles endeuillées, symboles de la gratitude de la Nation pour le sacrifice ultime de leurs proches.

Compassion et solidarité nationale

Le Président du Conseil a personnellement présenté ses condoléances aux familles des victimes, exprimant la compassion et la solidarité de l'ensemble du peuple togolais. Ce geste fort a traduit la reconnaissance nationale envers ceux qui ont donné leur vie pour la défense du pays.

Un hommage vibrant aux forces armées

Dans son allocution, le colonel Kodjo Amana, Directeur général de la Gendarmerie nationale, a dressé le bilan de l'opération Koundjoaré. Il a mis en exergue la bravoure, la discipline et le professionnalisme des Forces armées togolaises engagées sur le front nord.

Il a souligné que « là où d'autres auraient pu reculer, ces hommes et ces femmes ont avancé », affrontant l'adversité avec un

courage inébranlable. Il a assuré que leur sacrifice ne saurait être vain et a réaffirmé l'engagement collectif des forces armées à poursuivre le combat jusqu'à la victoire, afin que le Togo demeure un havre de paix et un carrefour de stabilité dans la sous-région.

Le colonel Amana a également galvanisé les troupes, rappelant que le métier des armes est indissociable du don de soi, de la défense de l'intégrité territoriale et de la sécurité des personnes et des biens, tout en contribuant à la construction d'un Togo prospère et résilient.

Une clôture symbolique

La cérémonie s'est achevée par un défilé militaire et paramilitaire, expression visible de la cohésion, de la discipline et de la détermination des forces de défense et de sécurité.

À travers l'Opération Koundjoaré, dont la mission principale demeure la défense de l'intégrité territoriale du nord du Togo, la protection des populations et la sécurisation des biens, la Nation togolaise a réaffirmé son engagement indéfectible à faire face, avec courage et unité, aux défis sécuritaires du moment.

Togoreveil



CABINET DE GEOMATIQUE

Agoè-Nanegbé-Lomé-TOGO, non loin de la Station T-OIL NANEGBE,

00228 93 73 27 47 / 79 66 14 42 91 15 53 39 atrimetinter@gmail.com afriimet

- Base de données Spatiales
- Base de données Informatique SQL
- Production Cartographique
- Traitement d'images satellitaires
- Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Lotissements et financement de lotissements

- Levés et plans de terrains
- Géolocalisation de terrains perdus
- Conception de plans de maisons
- Achat et vente de terrains/maisons
- Suivi des titres fonciers
- Formations

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie
- Topographie
- Base de données SQL
- Géolocalisation (GPS)
- Architecture

...Une Afrique des métiers

47 ans du Collège militaire Eyadéma de Tchitchao :

UN HÉRITAGE DE FORMATION ET D'UNITÉ CÉLÉBRÉ

Le Collège militaire Eyadéma (CME) de Tchitchao a célébré son 47e anniversaire le 23 janvier 2026, sous le thème « Collège militaire Eyadéma de Tchitchao (1979-2026) : un homme, une histoire, une vision ». La cérémonie a été présidée par le Président de l'Assemblée nationale, S.E. Professeur Komi Selom Klassou, représentant le Président du Conseil, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé.

Une école, une vision, un héritage

Créé le 23 avril 1979, le Collège militaire de Tchitchao porte, depuis juin 2006, le nom de son fondateur, Feu Général Eyadéma. L'institution a pour mission de former des jeunes issus de différentes couches sociales, régions et sensibilités, dans un esprit de solidarité, de mérite et de vivre-ensemble. Le CME a formé plus de 2 000 élèves, issus du Togo et de plusieurs pays de la sous-région et du continent, confirmant ainsi sa vocation d'institution d'inclusion sociale et de coopération régionale.

Les acquis du CME

Le Collège militaire Eyadéma a enregistré des réalisations remarquables au cours de ses 47 années d'existence. Il a ouvert ses portes aux élèves civils en 1998, avant d'accueillir progressivement des apprenants venus de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, notamment du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Niger et Tchad. En 2018, l'ouverture d'une



filière technologique est venue renforcer la modernisation de l'offre de formation. Aujourd'hui, le CME s'impose comme un pôle d'excellence académique et militaire d'envergure régionale, avec un effectif composé de 1 729 élèves nationaux et 198 étrangers.

La conférence publique

La conférence publique a été marquée par une immersion historique qui retrace la genèse du Collège militaire Eyadéma. Intervenant à cette occasion, M. Tontassé Esohana, membre de la commission scientifique, est revenu sur les premières heures de l'institution, évoquant notamment la vision du Père de la Nation de

créer un cadre propice d'étude pour les enfants des militaires et gendarmes afin de leur assurer un bon encadrement au même titre que les enfants des civils.

Les témoignages

Autre temps fort de la cérémonie, le témoignage du représentant de l'Amicale des anciens enfants de troupe, le Colonel Bakali Hémou Badibawou, a ravivé de nombreux souvenirs, notamment la participation des premiers élèves au défilé militaire du 13 janvier 1980. Il a rappelé qu'à l'origine, en 1979 l'effectif du collège était de 99 enfants de troupe, ce qui souligne le chemin parcouru par cette institution devenue aujourd'hui un repère

national et régional.

Un vibrant hommage

Dans son allocution, le Col Hodabalo Awaté, Ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, et Président national du comité d'organisation des hommages au Père de la Nation, a salué la vision fondatrice du Général Eyadéma. « À l'origine, dans un contexte national marqué par la nécessité de renforcer l'unité, la discipline et la cohésion sociale, le Général Gnassingbé Eyadéma a voulu faire de ce Collège un espace de brassage, où des jeunes issus de différentes couches sociales, régions et sensibilités, pourraient

se former ensemble dans un esprit de solidarité, de mérite et de vivre-ensemble », a-t-il déclaré.

Des actes symboliques

Autre moment important, le dévoilement d'un buste-mémorial en hommage au Père de la Nation, érigé sur le site du CME, berceau des enfants de troupe et lieu de transmission de valeurs. Pour cloner l'événement, un acte symbolique mais grande de portée a été posé par le Président de l'Assemblée nationale, au nom du Président du Conseil. La mise en terre d'un jeune plant de baobab à proximité du mémorial, pour perpétuer la mémoire de Feu Général Gnassingbé Eyadéma, affectueusement surnommé le "Baobab de l'Afrique", dont l'héritage continue d'enraciner la Nation dans la paix, la stabilité et l'unité.

Vingt ans après le rappel à Dieu du Père de la Nation, le Collège militaire Eyadéma de Tchitchao demeure un pilier de la formation citoyenne et militaire, un creuset de valeurs républicaines et un instrument stratégique de consolidation de la paix, de l'unité et de la cohésion nationale. À travers cette double commémoration, le Togo réaffirme son attachement à une vision fondée sur le travail pour loi et la discipline pour guide, devise intemporelle d'une institution qui continue de former des femmes et des hommes dignes, compétents et dévoués au service de la Nation.

Togoreveil

Togo-Italie :

UN PROJET FINANCIER ET TOURISTIQUE PRÉSENTE À LA CCI-TOGO



À la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), l'innovation était au rendez-vous. Une délégation italienne de Naos Investimenti S.p.A. – Christian Dominici S.p.A. est venue dévoiler un projet audacieux : rendre les transferts monétaires plus accessibles et soutenir le développement du tourisme togolais. Entre inclusion financière et valorisation du potentiel national, cette rencontre a ouvert la voie à des perspectives inédites pour l'économie du pays.

Une rencontre officielle à Lomé

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a accueilli, hier à Lomé, une délégation de la société italienne Naos Investimenti S.p.A. – Christian Dominici S.p.A., établissement financier dûment enregistré en Italie. Cette rencontre de prise de contact a permis de présenter un projet ambitieux, axé sur les transferts monétaires à coûts réduits et le financement du secteur

touristique togolais.

Des solutions financières adaptées aux réalités locales

Le projet présenté cible en priorité les pays où l'accès à l'internet haut débit demeure limité. Il propose des mécanismes financiers simples, sécurisés et accessibles, conçus pour répondre aux besoins des ménages à faible revenu, des femmes, des jeunes, des TPME/PME et des acteurs de l'économie

informelle. L'objectif est clair : faciliter les opérations financières en les rendant moins coûteuses et plus fiables, tout en garantissant leur durabilité. Une équipe pluridisciplinaire d'experts, incluant des spécialistes en économie et en intelligence artificielle, accompagnera cette démarche afin d'assurer des solutions modernes et adaptées au contexte togolais.

Le tourisme au cœur de l'initiative

Au-delà de l'inclusion financière, le projet se positionne comme un levier de financement pour le développement du tourisme. Il ambitionne de faciliter l'accès aux ressources nécessaires à la création et au renforcement d'activités touristiques, contribuant ainsi à la valorisation du potentiel du Togo dans ce secteur stratégique.

Des échanges porteurs de perspectives

La délégation italienne a été reçue par les commissaires LIMAZIE Pénébinesso et BEKLEY Eso Byou, qui ont salué l'intérêt de cette initiative. Les discussions ont porté sur les opportunités de collaboration et les retombées possibles pour l'économie nationale. Les responsables de la CCI-Togo ont assuré qu'ils mettraient ce projet à la disposition des ressortissants de la Chambre, afin qu'ils puissent bénéficier des avantages offerts par cette proposition innovante.

Germain POULI

LE TOGO CÉLÈBRE LA MÉMOIRE DES VICTIMES DE L'ATTENTAT DE SARAKAWA



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a présidé le samedi 24 janvier dernier à Sarakawa, dans la préfecture de la Kozah, la cérémonie marquant le 52e anniversaire de l'attentat de Sarakawa survenu le 24 janvier 1974. À 15h37, il a déposé une gerbe au mausolée de la localité, en hommage aux victimes de ce drame qui a profondément marqué l'histoire du Togo.

En présence de hautes autorités administratives, politiques et militaires, l'événement a replongé l'assistance dans la mémoire de cette journée où l'avion transportant le président Gnassingbé Eyadéma s'était écrasé à Sarakawa, dans un attentat soigneusement préparé. Si le Chef de l'État de l'époque en réchappa avec des blessures, plusieurs de ses collaborateurs périrent, inscrivant dans la

mémoire nationale une page tragique mais fondatrice. La cérémonie a été ponctuée par la réécoute du récit historique du général Améyi, rappelant la portée symbolique de l'événement et la célèbre phrase du Père de la Nation : « Un coup isolé n'arrête pas le combat ». Ce message, devenu un repère politique et moral, continue de nourrir la résilience et la constance du peuple togolais.

Dans son allocution, le ministre de l'Administration territoriale, Hodabalo Awaté, a souligné que Sarakawa fut un tournant décisif pour le pays. L'attentat a conduit à des choix stratégiques majeurs, notamment la nationalisation des ressources, permettant à l'État de reprendre en main son destin économique et d'engager des projets structurants à l'échelle nationale.

Au-delà du souvenir, la

commémoration du 24 janvier s'affirme comme un triple devoir : mémoire envers les disparus, vigilance face aux menaces contemporaines et fidélité à une vision d'indépendance économique et de dignité nationale. Sarakawa demeure ainsi un symbole de bravoure et de leadership, transformant une épreuve en opportunité historique pour le Togo.

Extradition du Colonel Damiba :

LE TOGO REMET L'EX-PRÉSIDENT DE LA TRANSITION À LA JUSTICE DE SON PAYS



Le gouvernement togolais a officiellement confirmé l'extradition de Paul-Henri Sandago Damiba, l'ancien président de la transition burkinabè, vers le Burkina Faso. Cette décision a été annoncée par le Garde des Sceaux, ministre de la justice et des droits humains, Pacôme Adjourovou, dans un communiqué publié le 19 janvier 2026.

Les Faits

Paul-Henri Damiba a été remis aux autorités burkinabè le 17 janvier 2026, après avoir été interpellé la veille en exécution d'un mandat d'arrêt international. Il est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, notamment : Détournement criminel de deniers publics, Enrichissement illicite, Corruption, Incitation à la commission de délits et crimes, Recel aggravé et Blanchiment de capitaux

La Procédure d'Extradition

La procédure d'extradition a été engagée à la suite d'une demande formelle adressée par les autorités judiciaires du Burkina Faso

le 12 janvier 2026. La chambre d'instruction de la cour d'appel de Lomé a donné un avis favorable à l'extradition, s'appuyant sur les principes de réciprocité, les engagements internationaux du Togo et les garanties apportées par les autorités burkinabè.

Les Garanties

Les autorités togolaises ont obtenu des garanties de la part du Burkina Faso concernant le respect de l'intégrité physique et de la dignité de Paul-Henri Damiba, ainsi que le droit à un procès équitable et l'absence de peine de mort.

Cette extradition marque un tournant décisif pour la justice burkinabè, qui cherche à tenir ses anciens dirigeants responsables de leurs actes. Elle souligne également la coopération judiciaire entre le Togo et le Burkina Faso dans la lutte contre la corruption et l'impunité.

Togoreveil

Pour une Paix en RDC acceptée par tous les acteurs

LA CHEFFE DE LA MONUSCO SOUTIENT LES EFFORTS DU MÉDIATEUR FAURE GNASSINGBÉ



Dans un contexte marqué par la persistance de la crise en République démocratique du Congo, la diplomatie togolaise s'impose comme un acteur clé des efforts de médiation régionale. À Lomé, la cheffe par intérim de la MONUSCO, Madame Viviane Van de Perre, a salué l'engagement du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dont l'action vise à fédérer les

initiatives en faveur d'une paix durable dans la région des Grands Lacs.

Une rencontre stratégique à Lomé

Le samedi 17 janvier 2026, à Lomé, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, médiateur désigné de l'Union africaine pour la crise en République démocratique du

Congo (RDC), a reçu Madame Viviane Van de Perre, Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général des Nations unies en RDC et cheffe par intérim de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Cette audience s'est tenue en marge d'une réunion de haut niveau consacrée à la cohérence et à la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région des Grands Lacs.

L'urgence d'une approche coordonnée

Les échanges ont porté sur l'avenir de la RDC et sur les moyens par lesquels les efforts de médiation de l'Union africaine peuvent contribuer à instaurer une paix durable, acceptée par toutes les parties prenantes. La rencontre a mis en lumière la nécessité d'une approche inclusive et concertée face à la persistance de la crise dans cette région stratégique du continent.

Les félicitations de la MONUSCO

Madame Viviane Van de Perre a tenu à saluer l'engagement personnel du Président du Conseil, soulignant la pertinence de sa démarche visant à fédérer les différentes initiatives de médiation autour d'une réponse commune.

« Je salue les efforts de Son Excellence

Monsieur le Président du Conseil du Togo pour tous ses efforts afin d'aider le processus de médiation à s'unir, pour qu'on ait une réponse coordonnée et efficace à la très grave situation en RDC », a-t-elle déclaré.

Elle a également réitéré le soutien total de la MONUSCO à la médiation portée par Faure Gnassingbé, insistant sur l'urgence de trouver des solutions durables à une crise qui continue de faire souffrir les populations congolaises.

« Nous sommes très heureux d'être ici et de soutenir le Président du Conseil pour amener ensemble toutes ces médiations qui veulent toutes la même chose, c'est d'aider la RDC à atteindre enfin la paix que l'on attend depuis si longtemps », a-t-elle affirmé.

Une diplomatie soutenue et inclusive

Cette audience confirme l'adhésion constante des Nations unies à la diplomatie de Faure Gnassingbé, résolument tournée vers une réponse concertée et durable à la crise en RDC. Elle s'inscrit dans la continuité des échanges engagés la veille, le 16 janvier 2026, entre le Président du Conseil et Madame Viviane Van de Perre, illustrant la dynamique soutenue de concertation entre Lomé, l'Union africaine et les Nations unies en faveur du retour de la paix dans la région des Grands Lacs.

Togoreveil

Paix à l'Est de la RDC

LOMÉ ET DOHA, UNE VISION COMMUNE

Alors que la crise à l'Est de la République démocratique du Congo continue de menacer la stabilité régionale, Lomé et Doha affichent une unité de vision et d'action. En marge d'une réunion de haut niveau à Lomé, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, et le représentant du ministre d'État qatari, Ahmed Essa M. H. Al-Sulaiti, ont réaffirmé leur détermination à conjuguer leurs efforts diplomatiques pour soutenir la médiation de l'Union africaine et ouvrir la voie à une paix durable dans les Grands Lacs.

Une rencontre diplomatique stratégique

Le samedi 17 janvier 2026, à Lomé, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, médiateur désigné de l'Union africaine pour la crise en République démocratique du Congo (RDC), a reçu Ahmed Essa M. H. Al-Sulaiti, représentant du ministre d'État qatari. Cette audience s'est tenue en marge de la réunion de haut niveau consacrée à la cohérence et à la consolidation du processus de paix en RDC et dans la région des Grands Lacs.

Cette rencontre illustre la volonté des deux pays de renforcer la concertation internationale autour d'une réponse durable à la crise qui secoue l'Est de la RDC, une zone stratégique pour la stabilité du continent africain.

Mutualisation des efforts pour une paix durable



Les discussions ont porté sur la nécessité de mutualiser les efforts de médiation de l'Union africaine, du Qatar et d'autres partenaires internationaux afin de parvenir à une solution cohérente, inclusive et durable. Les deux responsables ont réaffirmé l'importance d'une approche coordonnée, fondée sur le dialogue, la coopération régionale et le respect des initiatives portées par l'Union africaine.

Convergence de vues entre Lomé et Doha

Cette audience met en lumière la convergence de visions entre le Togo et le Qatar sur les voies et moyens de renforcer la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs. Doha, reconnu pour ses initiatives de dialogue sur la scène internationale, a une nouvelle fois exprimé son engagement constant en faveur de la paix, à travers un appui aux démarches de médiation et la promotion d'un dialogue inclusif entre les acteurs concernés.

En parfaite harmonie avec la

médiation conduite par Faure Gnassingbé au nom de l'Union africaine, le Qatar a réaffirmé sa volonté de travailler étroitement avec Lomé afin de consolider les acquis du processus en cours et de favoriser l'émergence d'une solution durable, bénéfique aux populations durement affectées par la crise.

Une coopération inscrite dans la continuité

Cette dynamique de coopération s'inscrit dans la continuité des

échanges tenus le 9 mai 2025 à Lomé, lorsque le Président du Conseil avait reçu une délégation qatarienne conduite par le ministre d'État aux Affaires étrangères, Dr Mohammed bin Abdulaziz Al Khulafi. Les discussions avaient alors porté sur des mécanismes innovants de consolidation de la paix et de la stabilité en Afrique, confirmant l'engagement partagé des deux pays en faveur d'un continent pacifié et solidaire.

Paix durable dans les Grands Lacs

LES ÉTATS-UNIS CONSIDÈRENT FAURE GNASSINGBÉ COMME LA « TROISIÈME ÉPAULE »

En marge de la Réunion de Haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs, le Président du Conseil et Médiateur de l'Union africaine, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu en audience, le 17 Janvier 2026, le Directeur du Bureau des Affaires de l'Afrique centrale du Département d'État américain, Keith R. Gilges.

Un échange stratégique au cœur de la diplomatie

Lors de cette rencontre, le responsable américain a exprimé sa satisfaction :

« Je suis très heureux d'avoir échangé avec le Président du Conseil. Nous avons un rendez-vous plus tard avec l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux afin d'essayer de construire une paix durable en République démocratique du Congo. »

Keith R. Gilges a salué le rôle central joué par Faure Gnassingbé dans la mobilisation des facilitateurs, des parties prenantes et des partenaires internationaux.

Faure Gnassingbé, « troisième épingle » pour la paix

Le diplomate américain a insisté sur l'importance du leadership africain dans ce processus :

« J'ai salué l'importance du leadership africain dans ce processus et exprimé notre gratitude au Président Faure Gnassingbé pour son leadership, pour la participation des cinq facilitateurs, anciens chefs d'État à la réunion de Lomé. Nous pensons qu'il est vraiment la troisième épingle pour trouver une paix durable. Les médiations de Washington, de Doha et l'Union africaine sont toutes essentielles pour trouver une solution durable. »

Cette déclaration marque une reconnaissance forte du rôle du Togo et de son président dans l'architecture globale de la médiation.

Le soutien américain confirmé

Les États-Unis ont réaffirmé leur appui à toutes les missions diplomatiques visant à favoriser la désescalade dans la région des Grands Lacs. Cet engagement s'est déjà traduit par l'accord de paix conclu entre la RDC et le Rwanda le 4 décembre 2025 à Washington, signé par les présidents Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et Paul Kagamé, en présence du président américain Donald Trump



et du président Faure Gnassingbé.

Lomé, un acteur incontournable

Reconnu pour l'efficacité de ses actions diplomatiques, Faure Gnassingbé multiplie les initiatives pour renouer le dialogue et relancer les négociations entre les parties prenantes. Son rôle est désormais

perçu comme indispensable pour relever les défis de paix, de sécurité, de stabilité et de développement dans une région stratégique du continent. Cette rencontre entre Washington et Lomé illustre la convergence des efforts internationaux et africains pour une paix durable dans les Grands Lacs. En qualifiant Faure

Gnassingbé de « troisième épingle », les États-Unis consacrent le rôle du Togo comme pilier essentiel de la médiation africaine et partenaire incontournable dans la recherche de solutions durables.

Germain POULI

Paix à l'Est de la RDC et dans les Grands Lacs

DE WASHINGTON À DOHA, LOMÉ HARMONISE LES EFFORTS POUR LA STABILITÉ RÉGIONALE



La capitale togolaise s'est transformée, le temps d'un week-end, en véritable laboratoire de paix. À l'invitation du président Faure Essozimna Gnassingbé, Médiateur de l'Union africaine, une Réunion de Haut niveau s'est tenue le 17 Janvier 2026 pour harmoniser les efforts de médiation et consolider le processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs.

Une mobilisation exceptionnelle

Autour de la table, d'anciens chefs d'État africains – Olusegun Obasanjo, Uhuru Kenyatta,

Catherine Samba-Panza, Mokgweetsi Masisi et Sahle-Work Zewde – ont rejoint les ministres des Affaires étrangères de la RDC, du Rwanda, de l'Angola, du Burundi et de l'Ouganda, ainsi que des représentants des États-Unis, du Qatar et de la France. Les grandes organisations régionales et internationales, de la SADC à l'ONU, étaient également présentes.

« Nous devons parler d'une seule voix et agir avec cohérence. La paix ne peut se construire dans la dispersion », a martelé Faure Gnassingbé en ouverture des travaux.

Des acquis diplomatiques salués

Les participants ont rappelé les avancées

de 2025 : les accords de Washington, la Déclaration et l'Accord-cadre de Doha, ainsi que la Conférence de Paris sur la paix et la prospérité. Autant de jalons qui, selon Uhuru Kenyatta, « montrent que la communauté internationale est prête à accompagner l'Afrique, mais c'est à nous de rester maîtres du processus ».

Vers une architecture unifiée de la médiation

La réunion a acté la révision de l'architecture de la Médiation, avec la création d'un Secrétariat conjoint indépendant pour appuyer techniquement le Panel des Facilitateurs. Ce dernier devient le pivot politique de la

médiation africaine.

« Il est temps d'aligner nos initiatives, d'éviter les chevauchements et de donner de la lisibilité à nos actions », a souligné Catherine Samba-Panza, insistant sur la nécessité d'une coordination étroite avec les partenaires internationaux.

Décisions clés

Parmi les principales résolutions adoptées : la reconnaissance de la centralité de la médiation togolaise, l'adoption d'un document-cadre pour guider les négociations et la validation d'un plan de travail des facilitateurs, véritable feuille de route opérationnelle.

Un appel à la bonne foi des parties

La réunion a exhorté la RDC et l'AFC/M23 à reprendre sans délai les pourparlers de Doha afin de conclure les six protocoles restants. « La paix ne peut attendre. Chaque jour de retard coûte des vies et fragilise la région », a averti Olusegun Obasanjo.

En clôture, les participants ont salué l'engagement du Togo et réaffirmé leur détermination à poursuivre les efforts dans un esprit de cohérence et de responsabilité partagée. Lomé s'impose désormais comme un carrefour diplomatique incontournable, où l'Afrique tente de transformer les promesses de paix en réalité durable.

Germain POULI

Réunion de Haut niveau à Lomé :

LES QUATRE MESSAGES DU MÉDIATEUR POUR UNE PAIX DURABLE EN RDC ET DANS LES GRANDS LACS

Ce samedi 17 janvier 2026, Lomé est devenue le centre d'une réflexion africaine majeure. La capitale togolaise accueille une Réunion de Haut-Niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs. Sous la présidence de Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur de l'Union africaine, les travaux s'ouvrent avec un appel vibrant : transformer les engagements en actions tangibles.

Le discours inaugural a posé les bases d'une rencontre décisive, articulée autour de quatre messages clairs qui doivent guider les discussions et les décisions.

Lomé, un moment de vérité pour l'action africaine

Le premier message est sans équivoque : Lomé ne doit pas être une conférence de plus. Il s'agit d'un moment de clarification politique, où l'Afrique doit démontrer sa capacité à assumer ses responsabilités, à ordonner ses efforts et à tenir un cap commun. La crédibilité du continent est en jeu : réussir à traiter ses crises les plus complexes avec lucidité, cohérence et constance.



La cohérence stratégique, condition d'une paix durable

Le deuxième message insiste sur la nécessité d'une cohérence renforcée. La paix ne peut être proclamée, elle doit être construite dans le temps. Les initiatives dispersées et non coordonnées fragilisent le processus. La réunion de Lomé doit donc restaurer une cohérence triple : d'abord politique,

entre les États de la région pour reconstruire la confiance, elle doit être également institutionnelle, entre l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les facilitateurs, afin d'éviter chevauchements et contradictions. Et surtout opérationnelle, pour traduire les décisions en actions concrètes sur le terrain.

Un processus africain uniifié,

pleinement opérationnel

Le troisième message appelle à rendre le processus africain unifié véritablement efficace. Il ne s'agit pas d'inventer de nouveaux cadres, mais de faire fonctionner ce qui existe déjà avec rigueur et constance. Lomé doit marquer un tournant en clarifiant l'architecture de la Médiation et les responsabilités, en renforçant les outils de coordination

et de circulation de l'information et en établissant une feuille de route réaliste, hiérarchisée et orientée vers l'action, avec des mécanismes de suivi crédibles.

La paix doit être vécue par les populations

Enfin, le quatrième message rappelle une vérité fondamentale : la paix n'a de sens que si elle est tangible pour les populations. Elle ne se mesure pas seulement à la signature d'accords, mais à la sécurité retrouvée, à l'accès aux services essentiels et au retour de la confiance dans la vie quotidienne. Les dimensions humanitaires, sociales et économiques sont le test de crédibilité du processus de paix. Sans amélioration concrète des conditions de vie, les accords restent fragiles et les cycles de violence peuvent reprendre.

La Réunion de Lomé se veut donc un moment de vérité, de cohérence, d'opérationnalité et d'humanité. En plaçant les populations au cœur des discussions, en renforçant la cohérence des actions et en transformant les cadres politiques en outils concrets, Lomé peut devenir un jalon historique dans la quête d'une paix durable en RDC et dans les Grands Lacs.

Germain POULI

Lomé, capitale de la cohérence africaine :

QUATRE MESSAGES FAURE POUR UNE PAIX DURABLE EN RDC ET DANS LES GRANDS LACS

La capitale togolaise a accueilli ce samedi 17 janvier 2026 une Réunion de Haut-Niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) et dans la région des Grands Lacs. Sous la présidence de Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur de l'Union africaine, les travaux se sont ouverts par un discours empreint de gravité et de lucidité.

« Nous ne sommes plus au temps des diagnostics répétés. Nous ne sommes plus au temps des déclarations, qui se superposent sans toujours se renforcer. La situation en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs nous oblige à la cohérence de l'action. »

Un moment de vérité pour l'action africaine

Le Président du Conseil de la République du Togo et Médiateur de l'UA a insisté sur la portée historique de cette rencontre : « Lomé ne doit pas être une conférence de plus. Ce doit être un moment de clarification politique. Ce moment engage notre crédibilité collective. »

Selon lui, l'Afrique doit prouver sa capacité à traiter ses crises les plus complexes avec lucidité, cohérence et constance.

La cohérence stratégique, clé de la paix

Le deuxième message du Médiateur Faure

GNASSINGBE a porté sur la nécessité d'une cohérence renforcée dans les initiatives de paix.

« Il ne suffit pas de proclamer la paix. Il faut la construire dans le temps. Et nous savons qu'elle s'affaiblit lorsque les initiatives se juxtaposent sans coordination. »

Il a appelé à une cohérence politique, institutionnelle et opérationnelle, afin que chaque effort contribue à une dynamique commune.

Un processus africain uniifié, pleinement opérationnel

Le troisième message a souligné l'importance de rendre le processus africain unifié véritablement efficace.

« Un cadre, aussi pertinent soit-il, n'a de valeur que s'il produit des résultats concrets. L'enjeu aujourd'hui n'est pas d'inventer quelque chose de nouveau. Il est de faire fonctionner efficacement ce que nous avons déjà décidé ensemble. »

Le Président Faure GNASSINGBE a plaidé pour une feuille de route réaliste et hiérarchisée, assortie de mécanismes de suivi crédibles.

La paix doit être vécue par les populations

Enfin, le quatrième message a replacé les populations au cœur du processus.

« La paix ne se mesure pas uniquement à la signature d'accords ni à la tenue de réunions. Elle se mesure à la sécurité retrouvée, à l'accès aux services essentiels et au retour progressif



de la confiance dans la vie quotidienne. »

Il a rappelé que les dimensions humanitaires, sociales et économiques sont le test de crédibilité de toute initiative de paix.

La Réunion de Lomé s'annonce donc comme un moment charnière. En mettant en avant la vérité politique, la cohérence stratégique, l'opérationnalité du processus africain et

l'ancre dans la réalité des populations, les travaux de ce samedi pourraient tracer une voie nouvelle vers une paix durable en RDC et dans les Grands Lacs.

Togoreveil

Togo et Rwanda

UN ACCORD D'EXEMPTION DE VISAS POUR RENFORCER LEURS RELATIONS



Les citoyens togolais et rwandais pourront désormais voyager librement entre les deux pays sans avoir besoin de visa. Le Togo et le Rwanda ont signé, en fin de semaine dernière à Lomé, un accord d'exemption de visas couvrant toutes les catégories de passeports.

L'acte a été paraphé par le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, et son homologue rwandais, Olivier Nduhungirehe, en marge d'une réunion de haut niveau consacrée à la consolidation du processus de paix dans la région des Grands Lacs.

Pour les deux États, cette décision marque une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations diplomatiques et économiques. Lomé et Kigali entretiennent depuis plusieurs années une coopération dans divers domaines, allant de la sécurité régionale au développement économique.

Le ministre Robert Dussey a salué « un accord qui illustre la volonté des deux pays

de rapprocher leurs peuples et de faciliter les échanges ». Son homologue rwandais a, de son côté, insisté sur « l'importance de la mobilité des citoyens pour stimuler la coopération et les opportunités ».

Cet accord s'inscrit dans la stratégie du Togo visant à multiplier les partenariats et à faciliter la circulation de ses ressortissants. Le pays dispose déjà d'accords similaires avec plusieurs autres États à travers le monde, renforçant ainsi son intégration régionale et internationale.

Au-delà de la simplification des formalités de voyage, cette exemption de visas devrait favoriser le tourisme, les échanges commerciaux et les investissements entre les deux nations. Elle témoigne également de la volonté commune de Lomé et Kigali de contribuer à la stabilité et au développement de la région des Grands Lacs.

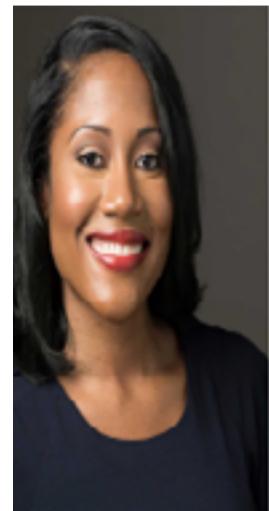
Elysée J.



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



www.perspectiveinfo.com/togoreveil



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com



SAFER

Chers usagers de la route,

Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner du temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Gérard POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Kemla YAWO
Marcel A. SOGLO
Londou KAWANA
Patrick Nima
Pegy
SERVICE COMMERCIAL ET
PUBLICITÉ
Aissa TOURE
SECRÉTARIAT
Micheline MENSAH
INFOGRAPHIE
Alex KPATIDE (91 77 29 84)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT
Tél: 22 36 18 58
02 BP 20061 LOME
Adresse
585, Avenue du Grand Séminaire
Hôpital Sainte-Croix face Ets VINS
D'ITALIE
Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 58
80 02 76 54
E-mail: gpoulli@yahoo.fr
Tirage
4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
RAD GRAPHIC SARL U

TOGO, LA DÉCENTRALISATION PREND DE L'AMPLEUR, LE FACT GRIMPE À 12 MILLIARDS FCFA EN 2026



La décentralisation au Togo poursuit sa montée en puissance. En 2026, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) atteindra 12 milliards FCFA, selon les prévisions de la loi de finances. Une enveloppe en hausse de 20 % par rapport à l'année précédente, qui traduit la volonté du gouvernement de donner plus de souffle aux communes et régions.

« Les collectivités doivent disposer de moyens conséquents pour répondre aux attentes des populations », confie un responsable du ministère de l'Administration territoriale. Avec ce renforcement budgétaire,

les élus locaux pourront mieux planifier leurs projets et accélérer la réalisation d'infrastructures de proximité.

Routes, écoles, centres de santé, assainissement... Les domaines prioritaires sont nombreux. L'augmentation du FACT devrait permettre aux communes de multiplier les initiatives locales, qu'il s'agisse de renforcer l'accès à l'éducation, d'améliorer les services de santé ou de soutenir des programmes d'hygiène et de salubrité.

Depuis 2021, l'État a injecté 41,8 milliards FCFA dans le FACT. Une somme qui illustre la constance de l'effort en faveur de la décentralisation. Pour les

acteurs locaux, cette progression est perçue comme un signal fort : l'État entend consolider le rôle des collectivités dans le développement du pays.

Reste une exigence incontournable : la bonne gestion des fonds. Des missions de contrôle sont régulièrement menées afin de s'assurer que chaque franc investi profite réellement aux citoyens. « La transparence est la clé pour que la décentralisation gagne la confiance des populations », souligne un expert en gouvernance locale.

E.J.

LES RÉFORMES AUDACIEUSES QUI RÉVOLUTIONNENT LE COMMERCE TRANSFRONTALIER AU TOGO

Dans sa quête de modernisation et de compétitivité, le Togo s'impose comme un modèle réformateur en Afrique de l'Ouest. En misant sur la digitalisation des procédures et l'amélioration de ses infrastructures, le pays transforme en profondeur son commerce transfrontalier, réduisant les délais, fluidifiant les opérations et renforçant la confiance des acteurs économiques. Ces avancées donnent au Togo un nouveau visage : celui d'une économie ouverte, moderne et tournée vers l'efficacité.

Un pays réformateur en pleine ascension

Le Togo s'impose de plus en plus comme l'une des économies les plus réformatrices du continent africain. En donnant un nouveau souffle à son commerce transfrontalier, secteur vital pour son dynamisme économique, le pays met en place une série de réformes structurantes destinées à fluidifier les opérations, réduire les coûts logistiques et renforcer la confiance des acteurs.

La digitalisation au cœur de la transformation

Au centre de cette modernisation se trouve la dématérialisation des procédures. Grâce au guichet unique, les opérateurs économiques peuvent désormais réaliser en ligne la quasi-totalité des formalités liées à l'importation et à l'exportation.

Avec des avantages directs notamment



au niveau du traitement plus rapide des documents, de la meilleure traçabilité et de la réduction des délais de dédouanement. Avec également un impact global sur la limitation des déplacements physiques, la réduction des erreurs et l'amélioration de la prévisibilité pour les entreprises tournées vers l'international.

Des infrastructures modernisées pour soutenir la compétitivité

Le Port autonome de Lomé, véritable porte d'entrée stratégique en Afrique de l'Ouest, bénéficie d'améliorations continues. Ces investissements en infrastructures renforcent son statut de hub logistique performant et compétitif dans la région.

Réformes phares du commerce transfrontalier

Le Certificat d'origine dématérialisé et ce grâce à une plateforme mise en place par

la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) et qui permet aux opérateurs d'obtenir leur certificat en moins de 5 heures contre 48 heures auparavant.

Autre réforme phare les procédures de dédouanement digitalisées via Sydonia World c'est ainsi que depuis 2019, les déclarations et documents sont transmis électroniquement, accélérant le traitement des dossiers.

Une troisième réforme importante, la réduction des délais de dépôt du manifeste : les consignataires peuvent désormais soumettre le document 24 heures avant l'arrivée du navire, réduisant ainsi les délais à l'importation.

Et puis quatrième réforme phare, le Scanner du Lomé Container Terminal (LCT) opérationnel 24h/24 : une innovation qui réduit considérablement les temps d'attente et fluidifie le passage des marchandises.

Un commerce transfrontalier plus rapide, transparent et moderne

Ces réformes offrent au Togo un nouveau visage : celui d'un pays qui mise sur l'efficacité, la transparence et la modernité pour booster son commerce transfrontalier. Les retombées sont palpables : délais réduits, confiance accrue des opérateurs, et attractivité renforcée pour les investisseurs.

Togoreveil

MALIM
TCHOUKOUTOU ET AWOULA

AUX
SOURCES
DE NOS
TRADITIONS

Togo:

L'OTR FACE AU DÉFI HISTORIQUE DES 1 338 MILLIARDS FCFA EN 2026

Le gouvernement affiche ses ambitions pour l'exercice 2026. Selon les projections de la nouvelle loi de finances, l'Office Togolais des Recettes (OTR) devra mobiliser plus de 1 338 milliards FCFA, marquant une étape décisive dans l'autofinancement de l'économie nationale. Le cap est fixé. Pour l'année 2026, l'État togolais mise plus que jamais sur sa force de collecte intérieure. Avec un objectif global de 1 338,9 milliards FCFA, les recettes fiscales s'imposent comme le principal moteur du budget général. Cette nouvelle cible représente une progression notable de 10,8 % par rapport aux 1 208 milliards FCFA attendus l'année précédente. Cette mobilisation record n'est pas fortuite. Elle doit couvrir près de la moitié (48,7 %) du budget total de l'État, projeté à 2 751,5 milliards FCFA. Cette stratégie souligne la volonté du pouvoir public de réduire sa dépendance aux financements extérieurs en optimisant ses ressources propres. L'effort de guerre économique sera réparti

entre les deux piliers de l'administration fiscale : Les Impôts chargés de collecter 700 milliards FCFA, alors que les Douanes et Droits Indirects, visant un apport de 638,8 milliards FCFA.

Pour atteindre ces sommets, l'Office Togolais des Recettes ne compte pas uniquement sur la croissance économique, mais sur une transformation profonde de ses méthodes. L'institution dirigée par Yawa Djigbodi Tsegan devra intensifier les réformes structurelles entamées ces dernières années, notamment le renforcement du civisme fiscal et la modernisation des procédures de collecte. La digitalisation des services, déjà en cours, devrait être accélérée afin de simplifier les démarches des contribuables et de réduire les délais de traitement.

K.YAWO



exoneration.otr.tg

Gest exo

**Plateforme de demande
et d'octroi des exonérations
et franchises au cordon
douanier**



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



LE CONSEIL DES ÉGLISES UNIES INTERNATIONALES (UCICI) S'INSTALLE OFFICIELLEMENT AU TOGO



The United Council of Independent Churches International (UCICI), basé au Ghana, a officiellement inauguré sa représentation nationale au Togo à l'occasion d'une cérémonie solennelle tenue ce jeudi 15 janvier 2026 à l'Église Ministère International Christ notre Identité à Lomé. L'événement, marqué par la remise de certificats et de licences aux hommes de Dieu formés en théologie a été présidé par Bishop Dr S. K. Atteh, Président international de l'UCICI, à la tête d'une importante délégation arrivée du Ghana pour la circonstance. L'UCICI lance ainsi officiellement ses activités au Togo, une étape importante dans l'unification et la structuration des églises réveillées indépendantes dans le pays.

Un Corps Unique pour une Mission Mondiale

L'implantation de l'UCICI au Togo ne se limite pas à une simple extension géographique. Elle répond à une vision biblique profonde : l'unification du « Corps du Christ ». S'appuyant sur les fondements de la Genèse et le mandat missionnaire de Matthieu 28, le Conseil ambitionne de rassembler les églises indépendantes sous une bannière commune

de solidarité et de professionnalisme.

Consécration et Professionnalisation : 63 Nouveaux Diplômés

L'un des moments forts de cette cérémonie solennelle, a été la remise de certificats et de licences à 63 serviteurs de Dieu (pasteurs, évangélistes, prophètes et Docteurs).

Après un parcours de formation théologique de un à trois ans, ces récipiendaires disposent désormais d'une licence internationale. Ces documents leur confèrent désormais la légitimité d'exercer leur ministère partout où ils sont appelés.

« En tant que serviteur de Dieu, nous devons être formés avant d'aller sur le terrain », a martelé le Rev. Dr DJOBOKOU Edem Promise, Vice-Président national, tout en annonçant l'ouverture prochaine de cette école théologique permanente au Togo.

Un Système de Soutien Révolutionnaire pour les Pasteurs

Selon le président international Bishop Dr S. K. Atteh, au-delà de l'aspect spirituel, l'UCICI apporte un véritable filet de sécurité sociale pour les hommes de Dieu, souvent

dépourvus de protection. Il faut noter pour celà la solidarité financière avec l'assistance mutuelle en cas de maladie ou d'interventions chirurgicales; la prévoyance Retraite avec la mise en place d'un « package de retraite » pour assurer les vieux jours des pasteurs. Il y a aussi l'appui aux infrastructures avec le soutien matériel (ciment, blocs) pour la construction des édifices religieux ainsi que la gestion de proximité avec l'ouverture de comptes bancaires locaux pour une réactivité accrue en cas d'urgence.

Un Nouveau Leadership pour le Togo

Outre la remise de certificats et de licences, la délégation ghanéenne a au cours de cette rencontre intronisé le Comité National Exécutif de l'UCICI Togo. Ce bureau, composé de 21 membres, est placé sous la présidence du Prophète Moïse AHOUN Yawovi. Ce nouveau comité a pour mission de porter la vision de l'UCICI sur l'ensemble du territoire togolais.

Une mission d'unification et de formation

Le rôle central du Conseil est de rassembler les églises indépendantes afin de former un

seul « corps du Christ ». L'UCICI se donne pour mission de nommer et introniser les responsables nationaux et internationaux. Elle a également pour mission importante l'ordination et la consécration des pasteurs, prophètes et évangélistes qui n'avaient pas encore reçu de titre officiel ainsi que la délivrance de licences internationales, permettant aux membres ordonnés d'exercer librement leur ministère dans différents pays. La délégation venue du Ghana a également consacré une révérende pasteur prophétesse, illustrant la volonté du Conseil de reconnaître et valoriser les ministères féminins au sein de son organisation.

Le Conseil invite tous les pasteurs indépendants n'ayant pas encore de formation théologique formelle à rejoindre cette grande famille pour bénéficier d'une couverture spirituelle et administrative internationale.

Le siège mondial de l'organisation est à Californie aux USA. Déjà implantée au Ghana, en Afrique du Sud, au Liberia, au Canada, en Grande-Bretagne, en France, et dans d'autres pays, le Conseil au Togo aujourd'hui poursuit ainsi son expansion mondiale.

Komla YAWO

Africube

**LE BON GOÛT
DE CHEZ NOUS!**

Le 1^{er} bouillon
100% naturel
100% local

WWW.AFRICUBE.TG



yas

Mégas Kozooth

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones



yas.tg



#Alèz

250F
250Mo

+100F
375Mo

1 jour
***909*250#**